

Arrêté n° PCICP2025356-0001

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN
sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre V, en particulier les articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2019282-0001 du 9 octobre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la procédure MOENV 001 rev1 du 17 septembre 2013 ;

VU l'étude de danger n° EK1K0/24/196 du 9 octobre 2024 ;

VU le plan d'opération interne V4 d'octobre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 6 décembre 2024 établi à la suite de la visite d'inspection du 16 octobre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 septembre 2025 établi à la suite de la visite

d'inspection du 10 juin 2025 ;

VU le porter-à-connaissance d'août 2025 portant sur le projet de modification des ateliers ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 19 septembre 2025 ;

VU le courrier recommandé du 4 septembre 2025 avec accusé de réception du 6 octobre 2025 transmettant le rapport susvisé à la société AL-BABTAIN nom d'usage PETITJEAN et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que le porter-à-connaissance transmis le 29 août 2025 par l'exploitant n'apporte aucun élément technique permettant de juger de la maîtrise des risques ;

CONSIDÉRANT que plusieurs non-conformités sur les aspects liés à la gestion incendie et de crise ont été préalablement identifiées et sont encadrées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2025351-0001 du 17 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté la présence d'une fosse machine rebouchée ;

CONSIDÉRANT que les fosses machines sont citées dans l'étude de dangers comme dispositifs de rétention des eaux d'incendie ;

CONSIDÉRANT que cet aspect témoigne de l'absence de prise en compte des documents d'analyse des risques industriels propres à l'exploitant et des problématiques actuelles ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées ne peut, sur la base des éléments du dossier, donner un avis sur les modifications prévues ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers d'octobre 2024 doit être complétée ;

CONSIDÉRANT que les bâtiments « école de soudure » et « local RX » ne sont pas abordés dans l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT que le local RX se situe à une distance supérieure de 100 mètres d'un point d'eau incendie, à proximité d'une cuve d'argon reconnue dans le plan d'opération interne pour son risque d'explosion ;

CONSIDÉRANT que l'école de soudure va intégrer une activité de stockage pour laquelle le porter-à-connaissance n'identifie aucune matière ni volume ;

CONSIDÉRANT que l'école de soudure est en limite de propriété donnant sur un chemin public ;

CONSIDÉRANT qu'aucune modélisation des effets thermiques de ce bâtiment, en bardage métallique, n'est présentée et ne permet d'écarter des effets en dehors du site ;

CONSIDÉRANT que les deux bâtiments sont à proximité de deux cuves de gasoil non routier de 15 000 litres, reconnues pour le risque incendie dans le plan d'opération interne d'octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'aucun élément dans le porter-à-connaissance ne met en avant la prise en compte ou l'étude des risques liés à ces enjeux ;

CONSIDÉRANT que l'article 51 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précise notamment :
« La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portées à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déjà mis en œuvre les modifications évoquées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a présenté aucun élément justifiant du respect, de la mise à jour ou de la validité de l'étude de dangers actuelle ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2018 précise notamment :
« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté la présence de quatre fûts métalliques à l'intérieur d'un bac de rétention ;

CONSIDÉRANT que la capacité de rétention disponible est alors insuffisante ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté durant la visite la présence de taches d'huiles mécaniques, au fond d'une fosse de visite dans le local de maintenance des engins ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté la présence d'une importante fuite mécanique au sol dans le local de réparation des engins ;

CONSIDÉRANT que le revêtement du sol de ce local est perméable ;

CONSIDÉRANT que la procédure MOENV 001 rev1 du 17 septembre 2013 de l'exploitant définit la consigne en cas de déversement de matière dangereuse au sol, mais qu'elle n'est visiblement pas appliquée ;

CONSIDÉRANT par conséquent, qu'il convient, en application des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 52, avenue Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS (10120), est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de cette commune de respecter les dispositions suivantes :

N°	Objet	Référence	Délais
1.1	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement du 02/02/1998, article R181-46	1 mois
1.2	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	1 mois
1.3	Bacs de rétention	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 8.5.2	1 mois
1.4	Fluides mécaniques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 2.1.1	3 mois

Article 2 : Mesure conservatoire

L'exploitant ne met pas en œuvre l'activité de stockage dans l'école de soudure tant que l'acceptabilité de la modification n'est pas prouvée.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **22 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télerecours (www.telerecours.fr).